ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 1209

Texte de la question

CHIFFRES DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre, 63 400 chômeurs de plus en mars 2009, plus de 250 000 demandeurs d'emploi supplémentaires sur le seul premier trimestre 2009, une augmentation du chômage de 22 % sur un an...

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Alain Vidalies. À ce rythme, notre pays court à une catastrophe sociale sans précédent, avec comme perspective 900 000 à 1 million de chômeurs supplémentaires pour l'année 2009.

Dans un tel contexte, le Gouvernement ne trouve rien de mieux que d'exhumer l'extension du travail le dimanche...

M. Richard Mallié. Oh, monsieur Vidalies !

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas de travailler le dimanche que les Français ont besoin, mais de travailler en semaine. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Jean-Pierre Soisson. C'est tous les jours qu'il faut pouvoir travailler !

M. Alain Vidalies. Dans ce contexte, le Gouvernement maintient les allégements de cotisations sur les heures supplémentaires, qui coûtent 4,4 milliards d'euros et constituent en réalité une machine infernale à détruire des emplois avec l'argent du contribuable. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Dans ce contexte, le Gouvernement persiste à organiser le plus grand plan social de France en supprimant 30 000 emplois dans la fonction publique et 20 000 emplois dans les hôpitaux.

Dans ce contexte, le Gouvernement persiste à augmenter la durée de cotisations pour les salariés qui auraient pu partir en retraite si vous n'aviez pris votre circulaire du mois d'août 2008.

Ces chiffres marquent l'échec de votre plan de relance qui, en refusant d'augmenter les salaires et les revenus, écarte toute possibilité de relancer la consommation, principal moteur de la croissance.

Les Français n'ont pas besoin d'un gouvernement qui commente la crise ou qui, comme soeur Anne, guette le retour de la croissance !

Les heures supplémentaires, ce n'est pas la crise, c'est vous. Les suppressions d'emplois dans la fonction publique et dans les hôpitaux, ce n'est pas la crise, c'est vous. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)* Le travail du dimanche, ce n'est pas la crise, c'est vous. Un plan de relance inefficace, ce n'est pas la crise, c'est vous ! *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous réellement prendre conscience de l'ampleur de la crise et de la nécessité de changer de politique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi.* Monsieur Vidalies, vous m'interrogez sur la situation de l'emploi. Nous sommes tous, sur l'ensemble de ces bancs, conscients de la gravité de la crise dans laquelle le pays est aujourd'hui plongé, tout comme l'ensemble des pays occidentaux et plus généralement des pays industrialisés. Les chiffres de l'emploi sont mauvais ; ils ont été mauvais sur les six mois qui se sont écoulés, ils seront encore mauvais sur l'ensemble de l'année.

M. Patrick Roy. 253 000 chômeurs de plus depuis le début de l'année!

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Nous ne gommerons pas la crise. En revanche, nous devons essayer ensemble de trouver tous les outils qui peuvent nous permettre d'amortir ce choc.
C'est ce que nous avons essayé de faire, avec deux principes :
D'une part, essayer le plus possible de travailler en commun, notamment avec les partenaires sociaux. C'est ce que nous avons fait encore ce matin, dans le cadre d'une réunion pour la mise en place du Fonds d'investissement social.
D'autre part, essayer de trouver tous les outils de politique active face à la situation de l'emploi. Ainsi le financement de l'activité partielle, qui permet de sauvegarder l'équivalent de 60 000 équivalents temps plein ; et cela, ce n'est pas vous, c'est l'action du Gouvernement. Je pense également aux contrats de transition professionnelle, pour lesquels nous étions hier à Mulhouse avec le Premier ministre ; et cela, ce n'est pas vous, c'est l'action du Gouvernement. Je pense aux aides à la mobilité, monsieur Vidalies, cela non plus, ce n'est pas vous, c'est l'action du Gouvernement.
M. Jean Glavany. Bref, quand tout va bien, ce n'est pas nous...
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Je pense encore à toutes les actions dans le domaine du service à la personne ou des créations d'emploi, notamment à travers les dispositifs pour les entreprises de moins de dix salariés.
Toutes ces mesures, j'en suis bien conscient, ne permettent pas de gommer la crise que vous avez soulignée avec raison, mais elles contribuent à l'amortir et à tout faire pour essayer de mieux protéger nos compatriotes.
Quelques chiffres enfin pour vous donner une juste mesure des choses : depuis mars 2008, le chômage a augmenté en France de 15 %, tandis que dans le même temps, il a augmenté au Royaume-Uni de 30 %, en Espagne de 60 %, aux États-Unis de 70 %. Tous ces pays n'ont pas les heures supplémentaires, ils n'ont pas le bouclier fiscal mais, visiblement, ils réussissent moins bien que la France à amortir le choc, ce qui montre que nous ne sommes peut-être pas dans une situation si mauvaise que cela. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.)*

Données clés

Auteur : M. Alain Vidalies
Circonscription : Landes (1re circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1209
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : Emploi
Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 avril 2009
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 avril 2009